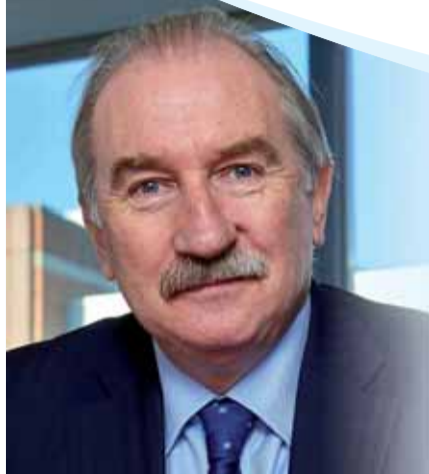




CESE info

Le Comité économique et social européen
Un pont entre l'Europe et la société civile organisée
Février 2016 | FR



ÉDITORIAL

La mort, les impôts et les budgets

Selon un vieil adage, il n'existe en ce monde que deux certitudes: la mort et les impôts. Parfois, l'on peut être tenté, à juste titre, d'en ajouter une troisième: les budgets. À cet égard, le Comité économique et social européen a fait preuve d'une grande modération dans ses demandes au cours des cinq dernières années; sur cette période, son budget n'a en effet augmenté que d'à peine plus de 1 % en termes nominaux, soit une diminution d'environ 5 % en termes réels. Vu le contexte financier qu'a connu l'Europe ces dernières années, il est évident que les institutions européennes devraient se serrer la ceinture, comme ont dû le faire nombre d'administrations nationales. Cela ne signifie toutefois pas pour autant qu'il a été aisé de faire des économies au Comité. Les effectifs, par exemple, n'ont pas été épargnés, ce dont a manifestement pâti l'environnement de travail des membres.

Lorsqu'il s'agit de gérer sainement les deniers publics, nous devons peut-être ne pas perdre de vue la spécificité que constitue la coopération ample et concrète entre le CESE et le Comité des régions. Les deux Comités mettent en commun leurs services de traduction et de logistique (bâtiments, informatique, sécurité, etc.) et financent conjointement la plupart des travaux dans ces domaines, au moyen d'une clé de répartition dont ils ont convenu, et ce pour un montant d'environ 40 millions d'euros par an. Ce dernier ne comprend pas les dépenses de personnel, puisque chaque membre du personnel ne ressortit que d'un seul des deux Comités. Cette situation présente nombre d'avantages manifestes tant sur le plan budgétaire, grâce aux économies d'échelle, que sur celui de la qualité des résultats obtenus: en fusionnant par exemple leurs ressources de traduction, les deux Comités peuvent disposer d'une plus large palette de compétences linguistiques.

Le 1^{er} janvier de cette année, un nouvel accord de coopération entre les deux Comités est entré en vigueur pour une durée de quatre ans. Il permet non seulement d'établir un cadre solide pour poursuivre cette excellente coopération, mais il offre aussi la possibilité de la renforcer en vue d'utiliser encore mieux les deniers publics.

En vertu de cet accord de coopération, les Comités conservent leur indépendance sur le plan politique. Chaque Comité joue le rôle institutionnel distinct qui lui est propre et a sa propre identité politique. Il s'agit là d'un bon exemple de coopération interinstitutionnelle. Grâce à l'accord de coopération, nous sommes tous gagnants, et cela ne nécessite qu'un peu de bonne volonté et de bon sens. Bonne et heureuse année 2016!

M. Michael Smyth,
vice-président du CESE chargé du budget

À VOS AGENDAS

16-17 mars 2016 /
CESE, Bruxelles:
session plénière du CESE

DANS CE NUMÉRO

2 La recherche et l'innovation responsables – Science et société civile travaillent de concert

3 Le CESE achève la série de onze missions d'observation effectuées dans les États membres dans la perspective de faire face à la crise des réfugiés et des migrants

4 Faire de la transition vers une économie circulaire une réalité

Quartet tunisien/CESE: notre partenariat est plus important que jamais

Cinq ans après la révolution de jasmin, qui a conduit au renversement d'un régime autoritaire et de son président, les représentants du «Quartet tunisien» ont présenté leur analyse de la situation actuelle de leur pays, lors de la session plénière du CESE. La Tunisie se distingue à de nombreux égards: elle a un modèle de gouvernance unique en son genre, qui repose sur les forces vives de la société civile, elle offre un exemple de paix dans une région déchirée par la violence et la guerre civile, et elle affronte un défi économique sur le plan de l'emploi, dans un pays où la population est très jeune.

M. Georges Dassis, le président du CESE, a déclaré: «Nous, représentants de la société civile européenne, devons non seulement saluer votre réussite dans une région qui connaît des moments difficiles mais également nous en inspirer dans notre travail et vous soutenir dans vos actions présentes et futures, comme nous devons soutenir tous les acteurs de la société civile d'autres pays de la région, qui militent en faveur de l'établissement de régimes de démocratie pluraliste et participative».



M. Georges Dassis, président du CESE, avec M. Slim Ghorbel, membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), et M. Ahmed ben Tahar Galai, vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), lors de la session plénière du CESE

M. Slim Ghorbel, membre du bureau exécutif de l'Union tunisienne de l'industrie, du commerce et de l'artisanat (UTICA), M. Ahmed ben Tahar Galai, vice-président de la Ligue tunisienne des droits de l'homme (LTDH), et M. Kacem Afaya, secrétaire général adjoint de l'Union générale tunisienne du travail (UGTT), ont évoqué leur attachement au modèle unique de partenariat entre la Tunisie et l'Europe. Ce partenariat, qui porte sur la coopération économique, sociale et culturelle, doit être préservé et renforcé, et être

fondé sur la société civile. Les intervenants ont insisté sur le fait qu'une nouvelle ère s'était ouverte pour la Tunisie, dans laquelle l'engagement politique ne serait plus un moyen d'accéder au pouvoir ou de s'y accrocher, mais aurait désormais pour objectif d'instaurer la liberté et la démocratie. (cad)

M^{me} Dilyana Slavova,
présidente de la section
«Relations extérieures» (REX), rend
hommage au Quartet tunisien en page 2.

Le CESE en appelle à une participation active des consommateurs sur le marché de l'énergie et à la transparence des prix



Une série de trois avis abordant le thème de l'énergie figurait à l'ordre du jour de la session plénière du Comité économique et social européen du 20 janvier 2016.

Pour atteindre les objectifs ambitieux de l'UE en matière de politique climatique, il conviendra de définir une nouvelle organisation du marché de l'énergie, en mettant un accent particulier sur les énergies renouvelables. Il est précisé, dans l'avis du CESE sur une nouvelle organisation du marché de l'énergie (rapporteur: M. Lutz Ribbe, groupe des activités diverses), que l'Union européenne devra se mobiliser davantage: elle doit désormais garantir des prix de l'énergie

plus transparents et en rapport avec les coûts réels de la production et des facteurs externes, elle doit permettre aux consommateurs de devenir des participants actifs au marché, en leur fournissant les informations et les ressources adéquates, enfin elle doit lever les barrières qui entravent l'accès au marché pour des initiatives locales d'auto-production et d'auto-alimentation dont le nombre va croissant.

Ce sont les consommateurs, leur rôle prépondérant et leur fonction d'anticipation sur les marchés de l'énergie qui se trouvent au centre de l'avis du CESE sur une nouvelle donne pour les consommateurs d'énergie (rapporteur: M. Lutz Ribbe, groupe des activités diverses). Le CESE partage le constat de la Commission, selon lequel il y a lieu de mettre «le consommateur au cœur de l'union de l'énergie»; cependant, pour participer activement au marché de l'énergie, ceux-ci doivent avoir accès aux technologies intelligentes, aux informations, à des formations et à des financements. Les consommateurs devraient être libres de prendre une part active au système énergétique, et disposer à cet effet du droit de choisir à la fois leurs producteurs et leurs

distributeurs d'énergie, et d'en changer aisément.

Le CESE a également formulé une série de recommandations visant à garantir un étiquetage de l'efficacité énergétique effectif et uniforme dans toute l'Europe, dans son avis sur le cadre pour l'étiquetage de l'efficacité énergétique (rapporteur: M. Emilio Fatovic, groupe des travailleurs), en réponse à la proposition de la Commission. Les caractéristiques des produits devraient correspondre effectivement aux indications figurant sur l'étiquette, et il convient d'instaurer des contrôles plus stricts des produits proposés à la vente, ainsi qu'un système de sanctions à l'échelle européenne. Les étiquettes devraient par ailleurs comporter d'autres informations destinées au consommateur, comme la consommation énergétique du produit et sa durée de vie minimale prévue. Une attention particulière devrait être portée aux produits importés des pays tiers, afin de lutter contre la fraude et la concurrence déloyale. (sg)



Visite officielle du président du CESE en Bulgarie sur le thème du dialogue civil et social



M. Georges Dassis, président du CESE, avec M. Lalko Dulevski, président du Conseil économique et social bulgare

Le 14 janvier, M. Georges Dassis, le président du Comité économique et social européen, a entamé une visite de deux jours en Bulgarie. Il s'agissait pour lui du premier déplacement officiel faisant suite à l'invitation d'un conseil économique et social national d'un État membre de l'UE depuis son élection à la tête du CESE, en octobre 2015.

Au cours de sa visite à l'Assemblée nationale bulgare, M. Dassis s'est vu remettre une plaque honorifique par M^{me} Tsetska Tsacheva, la présidente de l'institution. La rencontre a porté sur la possibilité de mettre sur pied un forum européen dont la mission serait de chercher des

solutions aux problèmes liés à la migration, vers les pays du Nord de l'UE, des jeunes de l'Europe méridionale, et notamment de la Bulgarie. Parmi les autres sujets abordés figuraient les dispositifs visant à promouvoir les possibilités offertes aux jeunes dans leurs pays d'origine et à améliorer les politiques démographiques des États membres.

Au cours de la réunion, M. Dassis a exposé les grandes lignes de la proposition du CESE relative à la mise en place d'un fonds européen spécial destiné à lutter contre la pauvreté dans les régions les moins développées d'Europe. M. Lalko Dulevski, le président du Conseil économique et social bulgare, a reconnu la contribution du président du CESE au développement de la société civile organisée en Bulgarie, en lui décernant une médaille d'honneur.

Le 15 janvier, M. Dassis a discuté des politiques que l'UE pourrait mener pour lutter contre la pauvreté, et a participé à un débat avec M. Ivailo Kalfine, le vice-premier ministre et ministre du travail et de la politique sociale, sur la politique sociale et démographique. Il s'est également rendu à l'université d'économie nationale et mondiale (UNWE). Pour son dernier rendez-vous, mais pas le moins important, M. Dassis a rencontré les présidents des syndicats bulgares, ainsi que des membres du Comité économique et social européen, MM. Plamen Dimitrov et Dimitar Manolov. (mm)

Le CESE achève la série de onze missions d'observation effectuées dans les États membres dans la perspective de faire face à la crise des réfugiés et des migrants

Les 25 et 26 janvier, une délégation du Comité économique et social européen s'est rendue en Bulgarie afin de recueillir des informations de première main auprès des organisations de la société civile sur leurs expériences dans la gestion sur le terrain de la situation des migrants et des réfugiés. Cette visite était l'une des douze missions organisées par le CESE, dans onze États membres de l'UE, ainsi qu'en Turquie, cycle commençant en Autriche en décembre 2015 et se terminant en Turquie en février 2016.

La délégation du CESE en Bulgarie était composée de MM. **Evgeniy Ivanov**, **Veselin Mitov** et **Bogomil Nikolov**. Les membres du CESE ont rencontré des représentants d'organes gouvernementaux et d'ONG et ont visité deux centres d'accueil, l'un à Sofia, l'autre à Harmanli. Au cours de leurs rencontres avec les ONG, les réfugiés, les autorités régionales et nationales et les bénévoles, les délégations du CESE ont examiné les difficultés rencontrées par les différentes parties prenantes. Ces rencontres portaient essentiellement sur le recensement des problèmes et des besoins spécifiques, ainsi que sur les succès enregistrés et les bonnes pratiques appliquées par les différentes organisations qui sont en première ligne pour s'occuper de l'actuelle crise des



© Shutterstock-Janosy Gergely

réfugiés. Ces informations contribueront à définir un ensemble de bonnes pratiques et de politiques dans le but de mettre un place un processus homogène d'accueil, de relocalisation ou d'intégration des réfugiés.

Le CESE a organisé cette série de missions dans le cadre de son programme «Going local», afin d'obtenir des informations sur le travail qu'effectuent les organisations de la société civile avec les migrants, les demandeurs d'asile et les réfugiés. Le CESE rassemblera les données recueillies durant ces visites et élaborera un rapport général qui sera présenté lors de sa session plénière de mars. Les conclusions de ce rapport seront en outre transmises aux autres institutions et parties prenantes de l'UE. (mm)

EN BREF

Rencontre entre les présidents Georges Dassis et Martin Schulz

Le 26 janvier dernier, les présidents respectifs du CESE et du Parlement européen se sont rencontrés et ont convenu d'intensifier la collaboration entre les deux institutions. Plus précisément, ils ont discuté des moyens de s'unir pour préserver les valeurs et les réalisations de l'Union européenne, notamment la liberté de circulation au titre des accords de Schengen, et des moyens de stimuler le progrès social dans l'UE. Concernant ce dernier point, ils ont convenu de développer des propositions concrètes sur un futur pilier européen des droits sociaux: le Comité a, depuis longtemps, engagé une réflexion sur un protocole social garantissant des normes sociales élevées et permettant une amélioration des systèmes sociaux européens.



Préoccupé par le drame des réfugiés en Europe et la situation des migrants, le Comité a également fait valoir le rôle majeur des organisations de la société civile et a annoncé que, d'ici le mois de mars, il prévoit de fournir au Parlement européen un rapport complet de la situation, sur la base d'informations recueillies sur place lors de missions d'observation effectuées par des membres du CESE dans 11 pays de l'Union ainsi qu'en Turquie (voir l'article ci-dessus). (cad)

Réception de Nouvel An au Palais royal

Traditionnellement, le Roi et la Reine des Belges reçoivent, au début de l'année, les institutions européennes à Bruxelles ainsi que les chefs des représentations permanentes auprès de l'Union européenne.



Cette année, le CESE était représenté par son président, M. Georges Dassis, son vice-président, M. Michael Smyth, son secrétaire général, M. Luis Planas, et M. Dominique-François Bareth, chef du protocole. (ab)

L'accès au marché du travail: la voie royale pour réussir l'intégration

M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE chargé de la communication, a assisté au premier «Dialogue européen sur les compétences et les migrations», tenu à Bruxelles les 27 et 28 janvier.

Il a tout d'abord expliqué le rôle joué par le Comité dans l'analyse de la dimension humaine de la politique européenne, qui concerne notamment le sort des réfugiés. Dans les avis qu'il a prévu d'émettre en 2016, le CESE poursuivra ses travaux portant sur l'intégration des réfugiés, sur une politique cohérente en matière de migration de main-d'œuvre et sur le train de mesures de la Commission concernant la migration légale.

Selon le vice-président Lobo Xavier, «le modèle d'intégration qui réussit le mieux passe par le marché du travail, car il offre non seulement aux réfugiés la possibilité d'être autonomes, mais aussi de collaborer avec des citoyens européens et de s'imprégner de la culture et du style de vie du continent».

«Votre Europe, votre avis»: coup d'envoi de l'édition 2016 des débats avec les 33 écoles de toute l'Europe sélectionnées pour venir débattre de la migration à Bruxelles



Le Comité économique et social européen a sélectionné **33 établissements d'enseignement secondaire** de toute l'Europe pour participer à l'édition 2016 de «Votre Europe, votre avis!», qui aura lieu à Bruxelles du 17 au 19 mars. Une école a été sélectionnée dans chacun des 28 États membres de l'Union et, pour la première fois, des 5 pays candidats – l'Albanie, l'ancienne République yougoslave de Macédoine, le Monténégro, la Serbie et la Turquie –, parmi un total de plus de 400 candidatures.

M. Gonçalo Lobo Xavier, vice-président du CESE responsable de la communication, qui a supervisé le tirage au sort avec ses collègues membres du CESE, M^{me} Renate Heinisch et M. Adam Rogalewski, a déclaré: «Nous débattons de questions fondamentales à Bruxelles, des questions qui auront une incidence sur les jeunes dans les années à venir. Grâce à cette initiative, les générations futures pourront s'exprimer clairement sur leur propre avenir».

L'édition de cette année sera axée sur la **migration**, qui est l'une des questions les plus importantes concernant l'Europe à l'heure actuelle et qui continuera à faire partie des priorités du Comité. Chaque école enverra à Bruxelles une délégation de trois étudiants âgés de 16 à 17 ans, ainsi qu'un professeur, afin de participer à une session plénière des jeunes du **17 au 19 mars**, en marge de la session plénière du CESE. À Bruxelles, les étudiants travailleront ensemble, débattront et proposeront des actions concrètes susceptibles d'être prises dans les écoles et les organisations de jeunesse pour aider les jeunes migrants à s'intégrer plus efficacement, mais aussi pour sensibiliser à l'importance d'une intégration effective des réfugiés et, en particulier, des plus jeunes d'entre eux.

La première phase de l'initiative «Votre Europe, votre avis!» débutera prochainement: des membres du CESE se rendront dans l'école sélectionnée de leur propre pays pour aider les étudiants à se préparer à la session plénière des jeunes. Ils leur exposeront le mode de fonctionnement et les activités du CESE et leur expliqueront son rôle dans l'architecture de l'Union.

Grâce à cette initiative, le CESE, dont la mission est de faire entendre la voix de la société civile, veille à ce que les points de vue, expériences et idées des jeunes générations soient pris en compte dans l'élaboration des politiques européennes. (dm)

L'autre extrême auquel nous sommes confrontés est celui des migrants surqualifiés, dont les compétences sont sous-employées à des tâches non qualifiées car leurs qualifications obtenues à l'étranger ne sont pas reconnues. Il convient d'améliorer la procédure de reconnaissance, en y associant notamment les employeurs.

Le vice-président du CESE a également souligné le rôle important des organisations de la société civile – employeurs et syndicats – mais aussi et surtout des nombreuses ONG qui aident déjà les migrants à accéder à l'enseignement, à la formation et à l'emploi, et qui les conseillent au sujet des nombreuses difficultés qu'ils rencontrent dans leur vie quotidienne. En conclusion, M. Lobo Xavier a indiqué que «ce sont les citoyens et la société civile qui assument en grande partie cette charge. Il importe donc de les tenir informés, de les associer aux décisions, mais aussi d'écouter leurs conseils et leurs inquiétudes». (sma)

Faire de la transition vers une économie circulaire une réalité

D'un côté, des tonnes de déchets et une pollution massive qui s'accumulent; de l'autre, des ressources qui se réduisent comme peau de chagrin et une raréfaction des matériaux: il n'y a plus de temps à perdre pour passer d'une économie du *jetable* à une économie *circulaire*, où les déchets deviennent les «matières premières» d'une industrie de retransformation.

Après le retrait du précédent paquet «Économie circulaire» de juillet 2014, la Commission européenne a adopté, en décembre dernier,

un ensemble révisé de propositions destinées à encourager la transition vers une économie circulaire. Pour le CESE, il est important que ces propositions aient une incidence positive sur l'environnement, ainsi que sur l'économie et l'emploi. Aussi est-il en train d'élaborer un avis, qui doit être adopté au mois d'avril, procédant à une analyse approfondie de l'ensemble du paquet «Économie circulaire». Afin de veiller à ce que ce document reflète les points de vue de toutes les parties prenantes de la société civile européenne, le CESE a organisé, le 28 janvier dernier, une audition publique intitulée «Faire de la transition vers une économie circulaire une réalité».

Le rôle novateur de la société civile

Il est incontestable que l'économie circulaire contribue à économiser les ressources et à protéger l'environnement. En même temps, elle a une forte capacité de création d'emplois d'un genre nouveau: non seulement dans le secteur des services (réparation), mais aussi dans le recyclage des déchets et la production de biens répondant à une conception écologique. Du point de vue de la recherche et de l'innovation, la transformation des objets qui ont fini leur premier cycle de vie en ressources tout à fait neuves représente un défi majeur.

La société civile a déjà pris acte du fait que le modèle économique actuel ne fera qu'aggraver la situation, à moins d'en changer. Dans de nombreux États membres et régions de l'UE, le recyclage des déchets est déjà un secteur économique important. Dans certaines régions, comme le Pays basque, la transition vers un système de conception durable des produits a déjà commencé: de petites entreprises ont uni leurs forces pour créer le *Centre basque d'écoconception*, afin de concevoir et mettre en œuvre – avec le soutien du gouvernement – des projets novateurs en matière de conception écologique. Ces derniers sont une véritable réussite, tant sur le plan commercial que sur celui de la création d'emplois.

Revenir aux années du «re» – réutilisation, réparation, rénovation

Le processus de transition vers une économie circulaire devrait être guidé par l'information, les mesures incitatives et la réglementation, notamment sous la forme d'exigences en matière d'écoconception, d'une normalisation des écolabels et d'une traçabilité des produits (en introduisant, par exemple, le «passport produit»), mais aussi de nouvelles garanties pour les consommateurs. Il faut revitaliser la culture du «recycler, réutiliser, réparer». (sma)

L'obsolescence programmée de nouveau dans le viseur du CESE

Le CESE a fait partie des premiers acteurs institutionnels de l'UE à soulever la question de l'obsolescence programmée, dans un avis d'initiative de 2013 consacré à cette question, qui a été suivi, entre 2013 et 2015, d'un programme plus approfondi portant à la fois sur ce thème et sur celui de la consommation collaborative (pour de plus amples informations, voir la brochure du CESE intitulée «*Donner forme à l'Europe, édition 2015*»). Le Comité a aussi engagé une étude concernant l'«*Impact sur les consommateurs de l'affichage de la durée de vie des produits*», conduite par l'agence Sircome, l'université de Bretagne-Sud et l'université de Bohême du Sud, qui devrait être publiée début mars. (dm)

NOUVELLE PUBLICATION

Séminaire des attachés de presse de la société civile – Communiquer sur la politique européenne de développement

L'édition 2015 du séminaire des attachés de presse de la société civile, organisé par le CESE à la fin novembre à Luxembourg, a une fois encore suscité des commentaires très positifs de la part des participants – près de 100 % d'entre eux émettant un jugement favorable sur le thème de la manifestation, les orateurs et l'organisation générale.

Une brochure récapitulative de cette manifestation, dont les principales conclusions sont synthétisées ci-dessous, sera publiée sur le site internet du CESE.

● Repenser la présentation de la politique de développement

L'aide au développement n'est pas affaire de charité; c'est un investissement – un investissement dans l'avenir, tant dans celui des pays en développement que dans celui des pays développés. La communication sur la politique de développement doit changer pour refléter cette réalité et s'adapter aux besoins actuels.

● Communiquer sur le développement de façon cohérente dans tous les domaines d'action

Les migrations et le changement climatique sont étroitement liés à la politique de développement. La communication sur la politique de développement doit tenir compte du contexte d'ensemble dans lequel elle s'inscrit. La «dynamique» suscitée par l'actuelle crise des migrants pourrait être utilisée pour attirer l'attention sur l'importance d'aider les pays en développement.

● Montrer aux journalistes les différentes facettes de la politique de développement

L'approche journalistique de la politique de développement ne doit pas se cantonner à l'aide: la question doit être abordée sous plusieurs angles. De cette manière, les journalistes peuvent informer le public, lui servir d'inspiration et l'aider à comprendre les problèmes qui se posent de manière plus large.

● Laisser les êtres humains occuper le devant de la scène

Les histoires à dimension humaine, l'interactivité, un accent sur des nouvelles et des contenus positifs émanant de sources locales sont des moyens particulièrement efficaces de communiquer sur la politique de développement.

● Les institutions de l'UE devraient écouter la société civile

L'idée originale d'une Année européenne pour le développement est venue de la société civile et du CESE: cela montre combien il importe que les institutions de l'UE soient à l'écoute de la société civile, et comment le CESE peut contribuer à identifier les sujets qui préoccupent les citoyens européens ou qui peuvent les intéresser, moyennant une communication adéquate.

● Utiliser les opportunités et les ressources de communication de manière optimale

Les gens «ordinaires» ont un rôle à jouer dans la communication sur le développement. Ils peuvent raconter leur propre histoire bien mieux qu'un bureau publicitaire, et sans demander à être rémunérés!

● Débruxelliser la communication – utiliser des histoires, des images et des chiffres

«Débruxelliser» la communication, c'est aussi remplacer le jargon européen par une langue plus courante, plus graphique, et raconter des histoires. Les images et les récits sont d'importants instruments de sensibilisation. (sma)



© shutterstock-lezper



Le Royaume-Uni dans l'UE: qu'est-ce qui compte pour vous?

Le mardi 8 mars, le groupe des activités diverses du CESE et son président, M. Luca Jahier, organisent à Manchester une conférence intitulée «Le Royaume-Uni dans l'UE: qu'est-ce qui compte pour vous?».

L'appartenance du Royaume-Uni à l'UE et le rôle que le pays est amené à y jouer feront incontestablement partie des enjeux politiques les plus importants des mois à venir, au niveau tant national qu'europpéen. En prenant la décision, en décembre 2015, de «collaborer étroitement afin de trouver des solutions mutuellement satisfaisantes dans chacun des quatre domaines lors de la réunion que le Conseil européen tiendra les 18 et 19 février 2016»,

les États membres de l'UE ont resserré les échéances et ont fait surgir le débat dans la sphère publique. On peut considérer que les mouvements de terrain et les initiatives de la société civile qui émergent à travers le Royaume-Uni, pour défendre l'appartenance à l'UE ou pour la dénoncer, offrent de parfaits exemples de cette citoyenneté active que le CESE défend ardemment depuis des décennies.

Dans ce contexte, le groupe des activités diverses a décidé d'organiser une manifestation pour la société civile au Royaume-Uni, à Manchester. Plus précisément, la conférence poursuivra notamment les objectifs suivants:

- dialoguer avec les acteurs de la société civile et les citoyens britanniques, les écouter et apprendre d'eux,
- offrir aux organisations de la société civile locales, aux citoyens, aux médias, ainsi qu'aux acteurs économiques, sociaux et politiques un espace de réunion et de débat ouvert sur les avantages et les inconvénients du maintien dans l'UE,
- montrer que le CESE et la société civile reconnaissent l'importance de cette question et qu'ils savent que le résultat du référendum britannique aura des répercussions directes, à la fois au Royaume-Uni et dans d'autres États membres de l'UE. (cl)

Action de communication sur le PTCl en Pologne

Le représentant des États-Unis pour les questions commerciales, s'est longuement exprimé, à Varsovie, sur les défis et les perspectives en lien avec le PTCl. Jacek Krawczyk, président du groupe des employeurs et rapporteur du CESE pour le PTCl, a participé à la table ronde organisée lors de la visite de M. Froman à l'université de Varsovie.

Il y a présenté les travaux du CESE relatifs au PTCl et a insisté sur le message contenu dans le premier avis du Comité à ce sujet, à savoir que seul un accord ambitieux et global sera en mesure de produire les résultats escomptés. Selon lui, un «PTCl allégé» n'est pas une option. Il a souligné l'importance du

dialogue transatlantique, pour chacun des États membres comme pour l'Union européenne dans son ensemble. Le PTCl donne une occasion de réaffirmer et de redéfinir ce dialogue transatlantique. La conclusion, par les États-Unis, du partenariat transpacifique (PTP) rend d'autant plus nécessaire celle d'un accord transatlantique complet et ambitieux.

M. Krawczyk a salué les efforts déployés par M^{me} Cecilia Malmström, la commissaire européenne chargée du commerce, pour expliquer le PTCl au public et renforcer la transparence autour du processus de négociation. (lj)

CESE info dans 23 langues: http://www.eesc.europa.eu/activities/press/eescinfo/index_fr.asp



Tandis que les négociations sur le partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (PTCl) se poursuivent, l'UE comme les États-Unis redoublent d'efforts pour exposer le concept de l'accord et informer le public de l'avancement des discussions. Les représentants de la société civile ont pris une part active dans ce processus. Le 25 janvier, M. Michael Froman,

Rédaction:

Alun Jones (rédacteur en chef)
Daniela Marangoni (dm)

Contributeurs à la présente

édition:

Alice Tétu (at)
Caroline Alibert-Deprez (cad)
Chloé Lahousse (cl)
Daniela Marangoni (dm)
Leszek Jarosz (lj)
Milan Minchev (mm)
Siana Glouharova (sg)
Silvia M. Aumair (sma)

Coordination:

Agata Berdys (ab)

Édition clôturée le 1^{er} février 2016

Adresse:

Comité économique et social européen
Bâtiment Jacques Delors,
rue Belliard 99,
1040 Bruxelles, Belgique
Tél. (+32 2) 546.94.76
Fax (+32 2) 546.97.64
Adresse électronique: eescinfo@eesc.europa.eu
Internet: <http://www.eesc.europa.eu/>

CESE info paraît neuf fois par an, lors des sessions plénières du Comité.

Des exemplaires imprimés de CESE info peuvent être obtenus gratuitement en allemand, en anglais et en français auprès du service de presse du Comité.

De plus, CESE info est disponible dans 23 langues en format PDF sur le site web du Comité:

URL: <http://www.eesc.europa.eu/?i=portal.fr.eesc-info>

CESE info ne peut être considéré comme le compte rendu officiel des travaux du CESE, pour lesquels il convient de se référer au Journal officiel de l'Union européenne ou à d'autres publications du Comité.

La reproduction – avec mention de CESE info – est autorisée (moyennant copie au rédacteur en chef).

Tirage: 6 500 exemplaires.

Le prochain numéro paraîtra en mars 2016.

IMPRIMÉ SUR PAPIER 100 % RECYCLÉ.

Février 2016 / 2



Office des publications